

Les études de genre et les mouvements ethnico-raciaux en Colombie

Entre méfiances et défis

Mara Viveros Vígoya
.....

Résumé : Dans cet article, il s'agira d'exposer les dilemmes auxquels sont confrontées les études féministes colombiennes et celles portant sur le genre dans le contexte socio-politique contemporain caractérisé par la reconnaissance de la multiculturalité des sociétés latino-américaines. Pour ce faire, nous évoquerons d'abord les évolutions que le féminisme colombien a connues depuis les années 1970, en développant ses paradigmes d'action et de réflexion qui sont devenus de plus en plus diversifiés. Nous examinerons ensuite la position actuellement adoptée par les mouvements de femmes autochtones et afrodescendantes dans les débats féministes colombiens à propos des dilemmes et des nouvelles perspectives que la mondialisation a imposés aux mouvements sociaux.

Mots-clés : Colombie, ethnicité, féminismes, femmes afrodescendantes, femmes autochtones, genre

Dans cet article, il s'agira d'exposer les dilemmes auxquels sont confrontées les études féministes colombiennes et celles portant sur le genre dans le contexte socio-politique contemporain caractérisé par la reconnaissance de la multiculturalité des sociétés latino-américaines (Bocarejo et Restrepo, 2011, p. 8). Ces dilemmes résultent d'une tension entre les mouvements sociaux qui cherchent un « sujet universel » et les projets politiques qui, non seulement reconnaissent l'idée de différence, mais la considèrent aussi comme un principe central. Cette tension a, dans la région latino-américaine, des racines profondes qui remontent à la construction postcoloniale des identités nationales. Toutes les sociétés contemporaines qui ont essayé



d'adopter des principes libéraux pour créer des pactes sociaux ont dû faire face à une contradiction évidente entre une égalité juridique et les inégalités persistantes de classe, de « race »¹, de genre et de sexualité (Wade, 2009a).

Au sein du féminisme, l'idée de différence s'est développée en opposition à l'idée d'universalité. La différence a été présentée soit comme une demande d'identité spécifique, soit comme un principe de pluralisme radical (Fraser, 1997). Dans les deux cas, la « différence » apparaît comme un contrepoint au projet de modernité et à son utilisation de catégories universelles. Cette opposition a profondément marqué les stratégies utilisées par les différents groupes féministes et a défini leurs positions à l'égard de l'État, de la nation et de l'intervention sociale. En Colombie et plus largement en Amérique latine, le développement du féminisme au cours des trente dernières années a été marqué par des débats sur les différences entre les femmes et les multiples différences qui « se croisent » ou « se co-construisent ». La pratique féministe de cette période –de profond changement social et politique dans la région– a redessiné les débats mondiaux sur le genre à la lumière de ce qu'on appelle maintenant les « épistémologies féministes du Sud » (Mendoza, 2010 ; Viveros, 2016).

Les épistémologies féministes du Sud –qui impliquent un large éventail de perspectives– plaident pour de nouvelles formes de production et de validation des connaissances féministes, académiques et non académiques, et de nouvelles relations entre formes de connaissance. Il s'agit d'être à l'écoute des pratiques des groupes sociaux qui ont le plus souffert des conséquences du colonialisme et du capitalisme néolibéral (Santos, 2011). Les réflexions et les expériences d'une partie importante du féminisme latino-américain sont ancrées dans un Sud qui est moins un concept géographique qu'une métaphore des luttes et de la résistance contre les oppressions et discriminations basées sur le genre, la classe, l'ethnicité, la « race » et la sexualité.

Dans cet article, j'examinerai tout d'abord les évolutions que le féminisme colombien a connues depuis les années 1970, en développant ses paradigmes d'action et de réflexion qui sont devenus de plus en plus diversifiés. Pour ce faire, je m'appuierai sur la littérature et ma connaissance, en tant qu'enseignante et chercheuse de l'École d'études de genre de l'*Universidad Nacional de Colombia* depuis plus de vingt ans, du champ d'études de genre en Colombie. J'étudierai ensuite, à partir de la littérature existante sur le sujet, la position actuellement adoptée par les mouvements de femmes autochtones et afrodescendantes dans les débats féministes colombiens à propos des dilemmes et des nouvelles perspectives que la mondialisation a imposés aux mouvements sociaux (Connell, 2014). Ces éléments nous permettront d'identifier et d'analyser les méfiances et les

défis existant dans la relation entre les études de genre et les mouvements ethnico-raciaux en Colombie.

D'où viennent les études latino-américaines de genre ?

Pendant les années 80, l'institutionnalisation formelle du féminisme dans le monde universitaire gagne du terrain dans différents pays latino-américains. Néanmoins le processus était déjà entamé dans certains pays comme le Mexique qui, dès la fin des années 70, a mis en marche un « Programme universitaire d'études de genre » à l'*Universidad Nacional Autónoma de México* et où, depuis, se sont multipliés les programmes d'études de genre dans presque toutes les universités. Dans les pays du Cône Sud, notamment le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, longtemps ruinés par des dictatures militaires, les savoirs féministes et de genre se sont développés dans les Organisations non gouvernementales et dans des centres académiques indépendants. Les chercheuses impliquées se sont formées de façon auto-didacte, à partir de leurs propres pratiques ou de contacts avec des universitaires de l'hémisphère nord. Mais ce n'est qu'avec la démocratisation de ces pays que la production de connaissances sur le genre s'est ancrée dans les universités. Et si, en 1987, on inaugure le premier « Mastère interdisciplinaire d'études de la femme » à Buenos Aires, sept ans après, 33 universités argentines proposaient déjà ce type de programme (Arango et Puyana, 2007).

D'autre part, aux États-Unis, les *Women's Studies* constituaient le versant académique du féminisme, et, au Brésil, depuis leur création, les études et les recherches sur les femmes ont été le levier féministe des femmes universitaires. Autrement dit, le domaine des études sur les femmes a constitué une des formes spécifiques de résistance de l'intelligentsia brésilienne et des femmes universitaires à l'oppression politique, sociale et économique vécue pendant la dictature militaire et au cours du processus de démocratisation des années 80. Par ailleurs, les limites entre les études sur les femmes dans les centres universitaires et non universitaires ont été longtemps diffuses au Brésil. En 1991, tous les programmes d'études supérieures avaient un noyau d'études de genre, puis le doctorat de genre de l'Université de Campinas et le réseau de recherches féministes ont respectivement été créés en 1993 et en 1994 (Alcántara Costa, 2011).

Dans l'aire des Andes, la dynamique a été différente. Des féministes états-uniennes et européennes y ont développé des recherches sur le genre avant que celles-ci ne surgissent localement, faisant écho à un intérêt particulier des sciences sociales pour la région des Andes et de l'Amazonie. L'institutionnalisation des études de genre au Pérou a été le résultat des

efforts partagés des femmes travaillant dans certains organismes gouvernementaux, des ONG, des organismes internationaux, des réseaux de femmes et, même, de quelques entreprises privées (Anderson, 2007, p. 66). En revanche, en Équateur, la réception du féminisme a été un processus isolé et extra-académique qui s'est orienté davantage vers l'action sociale que vers la recherche. Et les programmes universitaires de genre n'ont surgi qu'au moment où les actions féministes se sont tournées vers l'État et les politiques publiques.

Bien que les programmes universitaires de genre se soient développés au Nicaragua après la révolution de 1979, c'est au Costa Rica, le seul pays épargné par les conflits armés des années 70 et 80, que ces études vont se déployer. En Amérique centrale, le processus commence à se généraliser graduellement à la fin de la « Décennie de la Femme » décrétée par les Nations unies et, en 1991, les programmes universitaires de genre s'institutionnalisent définitivement au Costa Rica avec l'aide de la coopération norvégienne, à travers le « mastère régional des études de la Femme » (Sagot, 2007).

En Colombie, avec l'effondrement de nombreux projets politiques de gauche, le féminisme des années 90 subit un changement radical dans ses perspectives, ses formes d'action et son agenda politique. Si, auparavant, le mouvement se centrait autour de luttes ponctuelles, comme par exemple la dépénalisation de l'avortement, dans les années 90, il ancre ses revendications dans un réseau d'initiatives qui les transforment en exigences de politiques publiques. Dans les grandes villes comme Bogota, Medellin et Cali, par exemple, les universités ouvrent leurs portes à des programmes de Mastères et de groupes de recherche sur les questions de genre, ce qui résulte de la confluence de divers éléments : le travail continu de groupes d'études féministes dans les universités, la motivation provenant du mouvement social de femmes et la pression ou l'initiative des organismes internationaux.

Le processus d'institutionnalisation des études de genre dans les universités latino-américaines peut être décrit comme un phénomène paradoxal : l'ouverture de ces espaces a permis l'introduction de la militance féministe dans les enceintes universitaires tout en essayant à la fois de respecter leurs règles et en même temps de les doter d'un contenu *inattendu* grâce à des études sur les ouvrières, les paysannes, les stratégies de survie, le travail domestique, la participation politique, les droits sexuels et reproductifs, entre autres sujets. Ces programmes ont eu un effet subversif dans la plupart des universités et un impact immédiat non dépourvu de risques et d'ambivalences. Ce qui était, d'un côté, synonyme de reconnaissance et de renforcement interne de ces programmes a, de l'autre, impliqué leur isolement et leur marginalisation vis-à-vis des autres facultés, des autres départements et des priorités scientifiques et financières des universités.

Deux tendances se sont exprimées dans ces programmes autour de la question de la transversalité des études de genre dans l'université : la première cherchait à faire pénétrer une perspective de genre dans l'ensemble des programmes académiques des institutions universitaires, tandis que la deuxième visait à renforcer un programme indépendant qui puisse former des professionnels aptes à développer des recherches et des politiques publiques dans une perspective de genre. Le mélange ou les liens entre ces deux tendances ont aussi fait partie de la discussion. Néanmoins, dans la plupart des pays latino-américains, le deuxième modèle a pris le devant dans la pratique, avec des résultats inégaux. Parfois, il a créé des bases pour établir des dialogues entre les théories féministes et d'autres théories sociales et il a favorisé la production et la diffusion de connaissances dans ce domaine. En général cependant, il n'a pas réussi à ébranler les paradigmes classiques des sciences sociales ni ceux des sciences dites naturelles, et encore moins les biais « androcentriques » des savoirs scientifiques enseignés à l'université (León, 2007, p. 35).

Par ailleurs, la création des programmes de genre dans les universités n'a pas été suivie par une transformation des structures universitaires, qui maintiennent et reproduisent les inégalités de genre à l'université, et n'a pas davantage permis le développement de politiques universitaires qui cherchent à enrayer ces inégalités. Quelques bilans des trajectoires des études de genre en Amérique latine me permettent d'identifier au moins deux tensions communes dans ces parcours, étayées entre méfiances et défis. D'une part, le mouvement féministe et le mouvement social des femmes dans toute sa diversité ont fait preuve de méfiance à l'égard des études de genre et inversement et, d'autre part, les universitaires féministes se défient de l'immédiateté exigée par certaines actions politiques féministes ou certaines politiques de l'État.

Où en sont les études de genre en Colombie?

Après les années 90, le débat au sein du féminisme colombien sur ses différences internes s'est déroulé dans le cadre d'un scénario politique et social où ont coïncidé un certain nombre de processus qui ont posé des défis à la fois académiques et politiques. Ces processus comprenaient, entre autres : les nouveaux espaces de lutte politique qui ont été ouverts par le panorama multiethnique et multiculturel établi par la Constitution de 1991 ; la mise en œuvre de politiques dites d'ajustement structurel qui a réduit la protection sociale assurée par les États et qui a engendré une inégalité socio-économique croissante ; la persistance des inégalités entre les sexes en dépit de l'institutionnalisation des politiques d'égalité de genre

et d'une plus grande visibilité des questions relatives aux femmes sur la scène mondiale ; le déplacement forcé de populations des zones rurales ; la persistance de l'influence de l'Église catholique dans le gouvernement colombien, malgré l'abolition du Concordat et la reconnaissance constitutionnelle de la pluralité religieuse ; l'émergence et la prolifération des mouvements qui cherchaient à faire valoir les droits des groupes opprimés sexuellement dans le cadre d'une citoyenneté inclusive (Viveros, 2004).

À partir de 1991, débute une nouvelle ère : celle où le « droit à la différence » se substitue à la recherche d'indifférenciation inscrite alors dans la construction d'une identité nationale. Par ailleurs, les débats féministes de cette période n'ont pas assimilé immédiatement les nouveaux défis intellectuels impliqués par la redéfinition constitutionnelle de la nation. Bien que quelques factions du mouvement féministe de la région aient reconnu assez tôt les diversités ethniques, « raciales », de classe et les traditions de différents secteurs sociaux, accepter l'existence du racisme et de l'homophobie à l'intérieur même du mouvement et reconnaître les prérogatives dont ont pu profiter les universitaires féministes, blanches et hétérosexuelles a été très difficile.

Dans les années 90, le nombre d'associations de femmes revendiquant une appartenance ethnique et/ou « raciale » augmente. Ces associations proposent de questionner certains des concepts clefs du féminisme contemporain, comme par exemple le genre, l'équité, le patriarcat et l'autonomie, et interrogent la place que doit occuper l'identité ethnique dans leurs luttes. En même temps, ces associations sont renforcées par les liens qu'elles entretiennent avec les mouvements sociaux de femmes et avec quelques groupes féministes proches des problématiques ethniques.

Enjeux et dilemmes théoriques et politiques des liens entre féminismes et ethnicité

Certains travaux et pratiques féministes qui émergent en Amérique latine après les années 90 tentent d'identifier les préjudices causés par la « colonialité » du pouvoir. Cette notion, élaborée par des intellectuels latino-américains comme Anibal Quijano (1999), Enrique Dussel (2000, 2003) et Walter Mignolo (2007), met en question l'hégémonie des discours et des savoirs occidentaux et la minorisation des visions du monde non occidentales. Dans cette perspective, des féministes telles que Rita Segato (2003) et Maria Lugones (2008) ont critiqué la pertinence du concept de genre pour parler de l'univers symbolique et des réalités sociales de plusieurs groupes afro-américains ou amérindiens. Elles ont remis en question la vision occidentale des sexes comme des unités individuelles et des oppo-

sitions binaires et ont conclu que cette idée « n'est pas une vérité incontestable, mais une particularité culturelle » (Castellanos Llanos, 2006, p. 17). Plusieurs études ont aussi identifié le défi que les femmes afro-américaines des secteurs populaires représentent, dans la pratique, pour les règles et les normes liées à l'hétérosexualité obligatoire, selon laquelle les institutions et les ressources reproductives, matérielles et symboliques devraient être guidées par des critères de genre et de sexualité parfaitement alignés.

La conscience maintenant acquise de l'importance de la multiculturalité des sociétés latino-américaines a mis en avant la nécessité d'intégrer de nouvelles perspectives théoriques qui rendent compte de la multiplicité, de la simultanéité et de l'inséparabilité des oppressions vécues non seulement par les femmes, mais aussi par les sujets non blancs, migrants et pauvres, sur la base de ce qui est maintenant connu comme « l'intersectionnalité ». De même, répondre à la question des enjeux et des dilemmes qu'induit la reconnaissance de ces demandes exige de retracer les grandes lignes du chemin emprunté par les mouvements colombiens de femmes autochtones et de femmes noires pour traiter ces sujets.

Les chemins des femmes autochtones

Depuis toujours, les femmes autochtones colombiennes, dans toute leur diversité, sont impliquées dans les luttes qui ont libéré leurs peuples et dans les organisations autochtones œuvrant pour leur survie et la pleine reconnaissance de leurs droits. Cependant, ce n'est que récemment que l'importance de leur contribution dans le champ politique a été admise. À partir des progrès apportés par la Constitution de 1991, s'est développé un vaste processus de formation des organisations de base de femmes et ce, tant à un niveau local, que national et international (Ulloa, 2007, p. 20). Leur participation active et qualifiée, en tant que femmes autochtones organisées qui optent pour les processus collectifs et qui commencent à être respectées et reconnues comme des leaders dans le contexte politique actuel, est également remarquable, tant sur le plan académique que politique, notamment dans les forums et réunions (Mendez Torres, 2006, 2007).

Leurs organisations varient selon les trajectoires participatives, le degré et le type de leadership, le niveau d'éducation et l'expérience politique de leurs dirigeants, mais elles ont en commun leur quête de justice et de respect pour leurs peuples et leurs modes de vie (Mendez Torres, 2007, 2009). Les femmes autochtones colombiennes ont combattu aux côtés des hommes dans leurs territoires, mais elles ont aussi occupé des postes de

leadership depuis lesquels elles ont interrogé les coutumes et les traditions qui affectent la dignité des femmes et les effets des politiques néolibérales et du conflit armé dans leurs régions et sur leur statut de femmes.

Le genre, comme concept et catégorie politique, et le féminisme qui sont arrivés tant à travers les projets de développement des organisations internationales que les mouvements de femmes ont été reçus soit par l'approbation des communautés, soit par leurs réticences, voire par leur refus. Certaines organisations ont considéré que les problèmes d'inégalités, de violences intrafamiliales et de machisme ont été introduits dans les communautés autochtones au moment de la colonisation, au moyen d'une « invasion culturelle ». Quelques groupes proches de dirigeantes telles qu'Edith Bastidas, du peuple Pasto, évitent le dialogue avec le féminisme car ils considèrent que ce courant ne permet pas d'interactions avec les autochtones en regard de leur propre autonomie (Bastidas, 2007). D'autres groupes du peuple Kuna ont exprimé leur crainte que leur participation dans des espaces féministes n'entraîne une rupture avec leur identité ethnique car il leur y serait exigé de changer certaines de leurs pratiques culturelles (López, 2007). Dans d'autres groupes, proches des dirigeantes du peuple Nasa comme Avelina Pancho, le concept de genre commence à être redéfini à partir des expériences propres et en élaborant le concept de complémentarité comme une perspective alternative (Pancho, 2007).

Le discours de l'équilibre cosmique entre les peuples autochtones et la nature incite à comprendre les discriminations et les exclusions (analphabétisme, fardeau des tâches domestique, dévaluation de leur travail, participation limitée à la prise de décisions) que vivent quotidiennement les femmes comme une rupture de cet équilibre qu'il s'agirait alors de rétablir en combattant ces inégalités. Les modalités des luttes contre ces disparités varient en fonction des contextes et des situations politiques, comme l'expriment plusieurs dirigeantes autochtones. Cependant toutes soulignent le caractère collectif de leurs luttes, estimant que la défense des droits collectifs est essentielle pour assurer leur survie en tant que peuples (Mendez, 2007; Pancho, 2007; Ulloa, 2007).

Les nouvelles dynamiques sociales liées à la migration et à l'urbanisation ont modifié les processus organisationnels octroyant aux femmes un rôle de premier plan qu'elles n'avaient pas connu jusque-là. Incontestablement la place qu'occupent aujourd'hui les femmes autochtones dans la sphère publique du pouvoir a eu des effets contradictoires. D'une part, elle a produit des leaderships féminins qui ont un impact positif sur la communauté mais, d'autre part, cette nouvelle position a impliqué pour les femmes leaders d'assumer des coûts personnels élevés (Lopez, 2007).

Malgré la diversité de leurs positions, une ouverture existe actuellement et rend possible des alliances de femmes indigènes avec des femmes

non indigènes. Cependant, pour s'allier autour d'un agenda commun, les femmes autochtones exigent que celui-ci puisse intégrer leurs voix et leurs expériences perçues comme « autres » ; et, qu'il soit sensible au questionnement auquel elles soumettent le féminisme qu'elles perçoivent comme canonique.

Cette demande s'exprime avec acuité et justesse dans le document intitulé « Féminisme de vision autochtone ou vision autochtone féministe ? Définir le Féminisme du point de vue des femmes autochtones : défis à l'intégralité de la lutte des femmes » – discuté à la table ronde organisée par le FIMI lors du Forum de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID pour son sigle en anglais) qui a eu lieu à Bangkok du 27 au 30 Octobre 2005:

« Depuis les organisations de femmes autochtones, nous considérons qu'il est nécessaire que le mouvement féministe procède à un examen de son paradigme pour intégrer les dimensions culturelles, linguistiques, la spiritualité et la vision du monde des femmes autochtones, comme un processus d'enrichissement et d'intégralité de la lutte pour les femmes de tous les peuples ; de même il est important d'encourager des alliances entre les organisations de femmes non-autochtones et les femmes autochtones, comme un front de bataille intégré ». (Cité dans Millán, 2012, p. 46).

Mouvements sociaux des femmes afrodescendantes

Le *Réseau de femmes noires² d'Amérique Latine et des Caraïbes* émerge en 1992 : il a pour objectif d'articuler les revendications du féminisme et ses luttes antisexistes avec des actions d'affirmation identitaire ethniques et des luttes contre le racisme et la discrimination. Bien que ce réseau ait voulu générer des agendas communs aux femmes noires dans la région et les rendre pertinents pour lutter simultanément contre le racisme, le sexisme et la pauvreté, il a échoué à cet égard, comme de nombreux mouvements sociaux. Des féministes brésiliennes historiques comme Sueli Carneiro, Luiza Bairros ou Lelia González ont signalé les deux principales failles du féminisme brésilien (et je dirais, latino-américain) par rapport aux femmes noires. La première est son biais « euro-centriste » qui le fait devenir « un autre axe articulateur de la démocratie raciale et de la 'blanchité', qui oublie la centralité de la race dans les hiérarchies de genre et qui veut imposer des valeurs occidentales comme des valeurs universelles à l'ensemble des femmes » (Carneiro, 2005, p. 25). Quant à la seconde faille, elle est constituée par l'ignorance de l'histoire des luttes et des résistances des femmes noires et la sous-estimation de leur contribution au processus

d'émancipation des femmes qui va bien au-delà du simple apport d'une « touche de couleur aux propositions de genre » (Carneiro, 2005, p. 25).

Dans le cas colombien, le mouvement social des femmes noires a été confronté à des difficultés similaires pour articuler les revendications ethniques avec celles de genre. Quelques-uns des obstacles qu'il a dû surmonter ont été, d'une part, la méconnaissance de la part de l'État et des sciences sociales des conditions de vie particulières qui sont celles des femmes noires en tant que membres d'une communauté historiquement racialisée et, d'autre part, un eurocentrisme, voire un « andin-centrisme » enfoui qui est à l'œuvre dans les revendications féministes présentées comme « universelles » ou, tout au moins, « nécessaires » à toutes les femmes.

Les conditions de genre et de statut des femmes dans quelques communautés noires et/ou afro-colombiennes du Pacifique colombien ne s'opposent pas de manière binaire et dichotomique à la condition de genre des hommes ; au contraire, « il s'agit d'une dualité (plus qu'un dualisme) qui, en certaines occasions affiche des traits de complémentarité » (Lozano, 2010, p.18). Cela suppose deux choses : d'une part, que ces communautés reconnaissent et estiment l'historique leadership social, politique, culturel et religieux des femmes noires ; d'autre part, que ce dualisme ne signifie pas un dépassement de la subordination des femmes. Grueso et Arroyo (2007) signalent de façon pertinente qu'il existe une complémentarité des rôles sexuels dans l'espace productif et de la construction du territoire de production, mais qu'il y a néanmoins des inégalités dans les domaines politiques et familiaux. En ce sens, la « complémentarité » des rôles de genre est une « complémentarité sans fluidité, ce qui finit par être subordonnant pour les femmes » (Lozano, 2010, p. 18) et limite leurs possibilités de liberté.

Ce mouvement ne se définit pas dans une perspective séparatiste car les demandes des femmes noires et/ou afro-colombiennes sont étroitement liées aux revendications générales exprimées dans leurs communautés et, en particulier, celles concernant la reconnaissance de leurs droits territoriaux et la protection de leurs traditions culturelles. Par ailleurs, le contexte néolibéral et les nouvelles formes extractivistes d'accumulation capitaliste dans les territoires afro-colombiens ont imposé le besoin d'intégrer leurs luttes de genre à la défense du territoire, de la biodiversité, des droits culturels et des savoirs ancestraux.

Les dirigeantes du mouvement social des femmes noires ont signalé l'impossibilité de séparer leurs expériences en tant que femmes et en tant qu'afro-colombiennes. Il est de plus en plus fréquent que l'agenda des femmes du mouvement partage avec celui des organisations féministes des thèmes comme la lutte pour le droit des femmes, pour leur visibilité politique et contre les violences qui s'exercent contre elles.

Conclusion

Nous avons montré que les organisations de femmes autochtones et celles de femmes noires ont interpellé le féminisme colombien à partir des revendications naissant de leurs histoires et de leurs expériences du sexisme. Des réticences ont également été observées sur ce qu'elles perçoivent comme une ingérence d'agents extérieurs à leur communauté, que ce soit des institutions, des ONG ou des chercheurs individuels des deux sexes (Ulloa, 2007, p. 23). Les deux groupes ont toutefois été liés différemment au discours féministe et à sa théorie du genre. Ceci découle des différentes places occupées par les femmes noires et les femmes autochtones dans l'espace politique et symbolique de la nation colombienne depuis ses débuts (Wade, 1997).

Ces différences sont devenues moins absolues en raison des effets du multiculturalisme, en tant que pratique sociale et politique, sur tous les mouvements sociaux. Pour être reconnues par l'État, les exigences et les autoreprésentations des communautés noires ont été ethnicisées, avec toutes les tensions internes que cela implique. Un grand nombre de leurs stratégies politiques et de leurs relations avec les experts, les fonctionnaires de l'État et les ONG ont été alignées sur celles du mouvement indigène (Restrepo, 2013). Les mouvements des femmes autochtones et noires ont renforcé la lutte collective de leurs peuples mais ils ont su aussi tirer profit de l'espace ouvert par le multiculturalisme pour exposer d'autres questionnements. Pour beaucoup d'entre eux, il ne s'agit pas de choisir entre leurs droits comme femmes loyales à leur groupe d'origine mais d'ancrer le respect de ces droits dans leur cosmovision et leur lutte collective pour qu'ils soient défendus autant par les hommes que par les femmes. Il est également considéré comme important de lier la défense de ces droits à des luttes plus générales dans la société, comme la résistance contre le développement néolibéral et ses mégaprojets.

La théorie féministe a beaucoup à apprendre des expériences, des propositions épistémologiques et des projets politiques décrits ci-dessus. La défense de leurs territoires par les femmes autochtones implique aussi la protection d'un mode de vie qui ne se concentre pas sur l'individu, mais sur la collectivité. Les luttes que les femmes noires ont entreprises pour la défense de leur vie et de leurs terres ancestrales permettent d'imaginer des dynamiques économiques alternatives qui respectent la règle qui dit : « ne pas prendre plus que ce que la Terre permet » (Mina et al, 2015). Tous ces projets sont actuellement menacés par un contexte de capitalisme mondial et par des politiques en faveur des sociétés multinationales extractives. Les luttes menées par les femmes autochtones et d'ascendance africaine démontrent les liens qui existent entre un modèle économique

mondial qui facilite l'accumulation de capitaux privés et étrangers et la privatisation du sol et du sous-sol, la militarisation des régions minières, l'augmentation de la violence politique et sexuelle et le déplacement forcé de communautés ethniques de ces territoires.

Si l'on veut tenir compte de l'avis des femmes autochtones et afro-descendantes dans le cadre de la lutte en faveur de l'émancipation des femmes, il est donc nécessaire de connecter les connaissances qui découlent des mouvements politiques dirigés par des femmes autochtones et d'ascendance africaine aux combats menés par les femmes féministes dans d'autres zones géographiques, qui peuvent être solidaires avec les leurs et partager la responsabilité de leurs problèmes. Penser les féminismes à partir d'une perspective transnationale signifie ouvrir des dialogues inter-culturels et créer « des solidarités féministes capables de traverser les divisions de lieu, d'identité, de classe, de travail et de foi » (Mohanty, 2003), sur la base d'un examen continu de nos engagements et de nos hypothèses politiques.

Cela ne garantit pas l'élimination des tensions existant entre les différents féminismes. Cependant, ceci permet de surmonter les nombreuses erreurs ethnocentriques commises à l'égard de cette communauté imaginaire des « autres femmes » (Hernández, 2013), dont les vies et les luttes ont été soumises à une colonisation discursive. Il s'agit d'annuler tout privilège du féminisme universitaire, tout en évitant tout essentialisme culturel qui puisse attribuer une homogénéité quelconque ou un rôle décisif aux mouvements sociaux des femmes noires ou indigènes. Les épistémologies féministes du Sud (Mendoza, 2010), fondées sur la théorie et l'expérience variées des femmes du Sud Global, peuvent ainsi enrichir la compréhension du fonctionnement du pouvoir global sexué et, en même temps, des moyens de résister à ce pouvoir.

MARA VIVEROS VIGOYA a obtenu son doctorat en anthropologie à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS). Elle est professeure au Département d'anthropologie et à l'École d'études de genre à l'*Universidad Nacional de Colombia*, où elle a enseigné et mené ses recherches depuis 1998 et codirige le Groupe de recherche « Groupe interdisciplinaire d'études de genre ». Ses intérêts de recherche portent sur les questions liées à la relation entre les différences et les inégalités sociales, et les intersections de genre, sexualité, classe, « race » et ethnicité dans la dynamique sociale des sociétés latino-américaines.
E-mail: mviverosv@unal.edu.co

NOTES

1. Dans ce texte j'utilise le terme « race » et ses dérivés, comme un concept historique et comme une construction idéologique qui n'a jamais existé en dehors du cadre des divers groupes d'intérêt concernés (Essed, 1991). Ici, le terme « race » n'est pas assumé comme un trait ontologique de l'humanité, mais comme un outil de classement utilisé pour créer des unités et des différences en termes de « nous » et « eux ». Il devient ainsi une catégorie sociale d'une grande labilité, mais très efficace et puissante, qui guide des comportements discriminatoires ; en même temps elle permet de fonder des identités qui peuvent être politisées. Par ailleurs, dans les trente dernières années, une acception du concept de « racialisation » est apparue, ce dernier rendant compte du processus social par lequel les corps, les groupes sociaux, les cultures et les ethnicités se produisent en termes raciaux, comme s'ils appartenaient à des catégories fixes de sujets (Primon, 2007).
2. Il est important de noter le caractère historique des dénominations « noires », « afro-colombiennes » et « afrodescendantes ». En 1992, ce réseau se dénommait lui-même « Réseau de femmes noires ». Dans ce texte, j'utilise le terme « noir » comme adjectif et non comme substantif, considérant que le noir n'existe pas en soi comme une substance mais comme une qualité relationnelle.

RÉFÉRENCES

- Alcántara Costa, A. (2011). El movimiento feminista en Brasil. Dinámicas de una intervención política. *Anuario de Hojas de Warmi*, 16, 1–40.
- Anderson, J. (2007). Los estudios de género y sus alcances. In L.-G. Arango & Y. Puyana (Eds.), *Género mujeres y saberes en América Latina : entre el movimiento social, la academia y el Estado* (pp. 63–82). Bogotá, Colombia : Universidad Nacional de Colombia Facultad de Ciencias Humanas Escuela de Estudios de Género.
- Arango, L.-G., & Y. Puyana (Eds.). (2007). *Género, mujeres y saberes en América Latina : Entre el movimiento social, la academia y el Estado*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.
- Bastidas, E. (2007). Conocimiento tradicional indígena : normatividad, propuestas de protección y retos de los pueblos y sus organizaciones. In A. Ulloa, G. Méndez, L. Pisquiy, A. Pancho Aquite, E. Huitraqueo Mena, M. López, A. Gutiérrez et al., *Mujeres indígenas, territorialidad y biodiversidad en el contexto latinoamericano*, (231–252). Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Bereni, L., Chauvin, S., Jaunait, A., & Revillard, A. (Eds.). (2008). *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*. Bruxelles : Éditions De Boeck Université.
- Bocarejo, D., & Restrepo, E. (2011). Introducción. Hacia una crítica del multiculturalismo en Colombia. *Revista Colombiana de Antropología* 47(2), 7–13.
- Carneiro, S. (2005). Ennegrecer al feminismo. *Nouvelles Questions Féministes* 24(2), 21–26.

- Castellanos Llanos, G. (2006). *Sexo, Género y feminismo : tres categorías en pugna*. Cali : Manzana de la Discordia Editores.
- Dussel, E. (2000). Europe, Modernity, Eurocentrism. *Nepantla : Views from the South* 1(3).
- Dussel, E. (2003). World system and 'trans'-Modernity. *Nepantla : Views from the South* 3(2).
- Essed, P. (1991). *Understanding Everyday Racism: An Interdisciplinary Theory*. Newbury Park, CA : Sage Publications.
- Grueso, L., & Arroyo, L.A. (2007). Mujeres y la defensa del lugar en las luchas del movimiento negro colombiano. In W. Harcourt & A. Escobar (Eds.), *Las mujeres y la política del lugar* (pp. 113–130). México: UNAM/PUEG.
- Fraser, N. (1997). *Iustitia Interrupta: Reflexiones críticas desde la posición "postsocialista"*. Bogotá: Siglo de Hombres Editores, 1997.
- Hernández Castillo, R.A. (2013). Comentarios a : "Mujeres Mayas-Kichwas en la apuesta por la descolonización de los pensamientos y corazones". In G. Méndez, J. López Intzín, S. Marcos & C. Osorio Hernández (Eds.) *Senti-pensar el género: perspectiva de los pueblos originarios* (pp. 63–72). Guadalajara : Red-IIN-PIM, Red de Feminismos Descoloniales, La casa del Mago.
- León, M. (2007). Tensiones presentes en los estudios de género en América Latina. In L.-G. Arango & Y. Puyana (Eds.), *Género mujeres y saberes en América Latina: entre el movimiento social, la academia y el Estado* (pp. 21–46). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia Facultad de Ciencias Humanas Escuela de Estudios de Género.
- López M., F. (2007). Los nuevos roles de las mujeres kuna en las organizaciones de base en Panamá. In A. Ulloa, G. Méndez, L. Pisquiy, A. Pancho Aquite, E. Huitraqueo Mena, M. López, A. Gutiérrez et al., *Mujeres indígenas, territorialidad y biodiversidad en el contexto latinoamericano* (pp. 79–82). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.
- Lozano Lerma, B.R. (2010). El feminismo no puede ser uno porque las mujeres somos diversas. Aportes a un feminismo negro decolonial desde la experiencia de las mujeres negras del pacífico colombiano. *La manzana de la discordia* 5(2), 7–24.
- Lugones, M. (2008). Colonialidad y género. Hacia un feminismo decolonial. In W. Mignolo (Eds.), *Género y descolonialidad* (pp. 13–55). Buenos Aires: Ediciones del signo.
- Mendoza, B. (2014). La epistemología del sur, la colonialidad del género y el feminismo latinoamericano. In Y. Espinosa Miñoso (Ed.), *Tejiendo de otro modo : Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala* (pp 19–36). Popayán : Editorial Universidad del Cauca.
- Mignolo, W. (2007). The Rhetoric of Modernity, the Logic of Coloniality and the Grammar of de-Coloniality. *Cultural Studies* 21(2 & 3), 449–514.
- Mignolo, W. (2001). Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale. *Multitudes* 6 (3), 56–71.
- Millán, M. (2012). De la périphérie vers le centre : origines et héritages des féminismes latino-américains. *Revue Tiers Monde* 209(1), 37–52.
- Mina, Ch., Machado, M., Botero, P., & Escobar, A. (2015). Luchas del buen vivir por las mujeres negras del Alto Cauca. *Nómadas* 43(1), 167–185.

- Mohanty, C.T. (2008). De vuelta a “Bajo los ojos de Occidente” : la solidaridad feminista a través de las luchas anticapitalistas. In L. Suárez Navaz & R.A. Hernández (Eds.), *Descolonizando el feminismo : Teorías y prácticas desde los márgenes* (pp. 407–464). España: Cátedra.
- Primon, J.L. (2007). Ethnicisation, racisation, racialisation : une introduction. Recuperé de <http://discriminations-egalite.cidem.org/index.php?page=5>, mai 2017.
- Quijano, A. (1999). Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América Latina. In S. Castro-Gómez, O. Guardiola Rivera, & C. Millán de Benavides (Eds.), *Pensar (en) los intersticios: teoría y práctica de la crítica postcolonial* (pp. 137–148). Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana.
- Restrepo, E. (2013). *Etnización de la negritud : la invención de las ‘comunidades negras’ como grupo étnico en Colombia*. Popayán: Editorial Universidad del Cauca.
- Sagot, M. (2007). Relaciones en disputa : conflicto y cooperación entre la academia y el movimiento feminista en Centroamérica. In L.G. Arango & Y. Puyana (Eds.), *Género mujeres y saberes en América Latina : entre el movimiento social, la academia y el Estado* (pp. 83–98). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia Facultad de Ciencias Humanas Escuela de Estudios de Género.
- Santos de Sousa, B. (2011). Introducción : las epistemologías del Sur. In Formas-Otras. Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de Jóvenes investigadores en Dinámicas interculturales. Barcelona: CIDOB, pp. 9–22.
- Segato, R.-L. (2003). Las estructuras elementales de la violencia : contrato y estatus en la etiología de la violencia. *Serie Antropológica*, 334. Brasilia.
- Ulloa, A. (2007). Introducción : Mujeres indígenas: dilemas de género y etnicidad en los escenarios latinoamericanos. In A. Ulloa, G. Méndez, L. Pisquiy, A. Pancho Aquite, E. Huitraqueo Mena, M. López, A. Gutiérrez *et al.*, *Mujeres indígenas, territorialidad y biodiversidad en el contexto latinoamericano* (pp. 17–33). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.
- Viveros Vigoya, M. (2004). El concepto de “género” y sus avatares : Interrogantes en torno a algunas viejas y nuevas controversias. In C. Millán & Á-M. Estrada (Eds.), *Pensar (en) género. Teoría y práctica para nuevas cartografías del cuerpo* (pp. 170–193). Bogotá : Editorial Pontificia Universidad Javeriana.
- Viveros Vigoya, M. (2016). Sex/gender. In L. Disch & M. Hawkesworth (Eds.), *The Oxford Handbook of Feminist Theory* (pp. 852–873). New York : Oxford University Press.
- Wade, P. (1997). *Race and Ethnicity in Latin America*. London-NY : Pluto Press.

.....

Gender studies and ethno-racial movements in Colombia: Between mistrust and challenges

Mara Viveros Vigoya

Abstract: This article presents the dilemmas faced in Colombian feminist and gender studies within the framework of the contemporary socio-political context in Colombia, which is characterized by the recognition of the multicultural nature of Latin American societies. The author first

examines the process that Colombian feminism has gone through since the 1970s, developing its paradigms of action and reflection, which have become increasingly diverse. Second, the author examines the current position of the social movements of autochthonous and Afro-descendant women in the Colombian feminist debates on the dilemmas and new perspectives that globalization has imposed on social movements.

Keywords: Afro-descendant women, autochthonous women, Colombia, ethnicity, feminisms gender

Los estudios de género y los movimientos étnicos raciales en Colombia: Entre desconfianzas y desafíos

Mara Viveros Vígoya

Resumen: Este artículo se trata de una exposición de los dilemas que se enfrentan a los estudios femeninos colombianos y los que se centran en el género, en el contexto sociopolítico contemporáneo caracterizado por el reconocimiento de la multiculturalidad de las sociedades latinoamericanas. Para ello, primero examinaré el proceso que ha seguido el feminismo colombiano desde los años setenta, desarrollando sus paradigmas de acción y reflexión, cada vez más diversos. En segundo lugar, examinaré la posición actual de los movimientos sociales de mujeres indígenas y afrodescendientes en los debates feministas colombianos sobre los dilemas y las nuevas perspectivas que la globalización ha impuesto a los movimientos sociales.

Palabras clave: Colombia, etnia, feminismo, género, mujeres afrodescendientes, mujeres indígenas

.....